

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 41 (1991)
Heft: 4

Artikel: L'histoire des banques suisses, aux XIXe et XXe siècles
Autor: Cassis, Youssef
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-81071>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



700 Jahre/ans/anni/onns
Confœderatio Helvetica

L'HISTOIRE DES BANQUES SUISSES, AUX XIX^E ET XX^E SIÈCLES

Par YOUSSEF CASSIS

L'histoire des banques constitue l'un des paradoxes de l'historiographie suisse depuis 1945. D'un côté, un nombre élevé de publications: entre 1950 et 1988, quelque 420 titres consacrés aux XIX^e et XX^e siècles apparaissent sous la rubrique «banques» de la *Bibliographie de l'histoire suisse* publiée par la Bibliothèque nationale. De l'autre, une impression de vide, de méconnaissance quasi totale du sujet: ce n'est par hasard que dans l'orientation bibliographique de son *Histoire économique de la Suisse*, Jean-François Bergier ne propose que quatre titres sur le thème «Banques et finance aux XIX^e et XX^e siècles», tout en renvoyant de façon générale aux ouvrages jubilaires des banques, aux publications statistiques de la Banque nationale, aux travaux d'économistes et d'experts financiers ainsi qu'aux inévitables publications journalistiques à sensation¹.

Le paradoxe n'est qu'apparent. Malgré leur importance dans l'économie, la société et la politique suisses, ainsi que sur le plan international, les banques suisses n'ont guère fait l'objet d'investigations historiques poussées. Le fait n'est pas surprenant: jusqu'à présent, les banques ont refusé d'ouvrir leurs archives à des historiens professionnels indépendants. Près des trois quarts des publications recensées dans la *Bibliographie de l'histoire suisse* sont des ouvrages de jubilé consacrés à des caisses hypothécaires, caisses d'épargne, caisses Raiffeisen et autres banques locales ainsi que des articles d'érudition d'intérêt purement local. Même si l'historien peut y glaner quelques informations, on ne peut considérer ces ouvrages comme une contribution scientifique à l'historiographie du sujet. C'est également le cas de nombreux ouvrages de caractère cantonal ou national.

L'objet de ce bulletin critique sera donc double. Il tentera de faire un bilan des recherches menées depuis 1945, bilan nécessairement mince pour les raisons que l'on vient d'évoquer. On privilégiera les ouvrages d'*histoire* par rapport aux analyses économiques menées par des contemporains, qui sont, elles, beaucoup plus nombreuses. Elles devraient en principe servir de sources d'information à l'historien, mais en l'état actuel de la recherche historique, nombre d'entre elles tiennent lieu d'ouvrages de référence. Ce bilan tentera également de mettre le doigt sur les principales lacunes et de suggérer quelques voies de recherche sur l'histoire des banques suisses. Car les mentalités changent et un assouplissement de l'attitude des banques n'est pas exclu.

¹ JEAN-FRANÇOIS BERGIER, *Histoire économique de la Suisse*, Lausanne, 1984, p. 360. Il s'agit des quatre ouvrages suivants: L. STUCKI, *L'empire occulte. Les secrets de la puissance helvétique*, Paris, 1970; J. ZIEGLER, *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, Paris, 1976; F. RITZMANN, *Die Schweizer Banken. Geschichte, Theorie, Statistik*, Berne, 1973; F. WALTER, «Finance et politique à la Belle Epoque. La France et les emprunts de la Confédération helvétique (1890-1914)», in *Revue suisse d'histoire* 32 (1982).

L'histoire des banques, et plus généralement l'histoire des entreprises en Europe et aux Etats-Unis s'est profondément transformée au cours des deux ou trois dernières décennies. A la monographie d'entreprise purement descriptive et de caractère souvent hagiographique, qui avait le quasi-monopole du genre, s'est substituée une histoire-problème avant tout soucieuse de répondre à des questions, qui n'hésite pas à emprunter aux théories et aux méthodes des autres sciences sociales et qui intègre autant que possible les dimensions économiques, sociales et politiques du sujet. Les problèmes soulevés par l'histoire des banques suisses aux XIX^e et XX^e siècles s'articulent autour de cinq grands thèmes, encore très inégalement explorés. Premièrement: le développement et le rôle international de la place financière suisse. Deuxièmement: l'évolution des institutions financières. Troisièmement: les relations entre banques et industrie et plus généralement le rôle des banques dans la croissance économique. Quatrièmement: la banque centrale et la politique monétaire. Cinquièmement: les rapports entre le monde de la banque et le pouvoir politique.

I

La littérature abonde sur la place financière suisse. Le genre se propage à partir des années 1960, lorsque la Suisse émerge au troisième rang des centres financiers internationaux derrière Londres et New York. L'ouvrage classique est peut-être ici celui publié en 1968 par Max Iklé, alors membre de la direction générale de la Banque nationale suisse, *Die Schweiz als internationaler Bank- und Finanzplatz*². De nombreux travaux continuent à être publiés sur ce thème³, mais ne peuvent être toutefois considérés comme des travaux historiques. Curieusement, l'histoire de la Suisse comme place financière internationale de la fin du XIX^e siècle au début des années 1960 n'a que très peu attiré la curiosité des historiens⁴, à l'exception de la période de la Seconde Guerre mondiale sur laquelle nous reviendrons un peu plus loin. Il est vrai que le thème commence à peine à émerger sur le plan international, comme l'a constaté un colloque sur les «Villes de finance» tenu à Amsterdam en mai 1991. L'article pionnier de l'économiste et historien américain Charles Kindleberger, publié en 1974, n'a pas vraiment eu de suites⁵. Il y examinait la formation de sept centres financiers en Europe et en Amérique du Nord et défendait la position qu'il n'existe qu'un centre financier majeur par pays; en Suisse, Zurich se serait affirmé irrésistiblement dans la seconde moitié du XIX^e siècle reléguant Genève et Bâle au second plan.

Si l'histoire de la place financière suisse reste à écrire, certains aspects de ce qui fait son importance ont été étudiés. En premier lieu l'exportation de capitaux: les estimations de Paul Bairoch font de la Suisse le premier exportateur de capitaux par habitant en 1913, devant la Grande-Bretagne; elle conserve cette position jusqu'à nos jours malgré le recul de l'entre-deux-guerres⁶. Une analyse plus détaillée de la géographie des

2 MAX IKLÉ, *Die Schweiz als internationaler Bank- und Finanzplatz*, Zurich, 1968.

3 Voir par exemple l'ouvrage récent de PHILIPPE BRAILLARD, avec la collaboration de OLEG GUY BETCHER et GRAZIANO LUSENTI, *La place financière suisse. Politique gouvernementale et compétitivité internationale*, Genève, 1987.

4 On trouvera quelques indications sur ce thème dans YOUSSEF CASSIS, «La place financière suisse et la City de Londres, 1890–1990», in PAUL BAIROCH et MARTIN KÖRNER (éds), *la Suisse dans l'économie mondiale*, Zurich, 1990.

5 C. P. KINDLEBERGER, «The formation of financial centers», in *Princeton Studies in International Finance* 36 (1974), pp. 1–78.

6 PAUL BAIROCH, «L'économie suisse dans le contexte européen: 1913–1939», in *Revue suisse d'histoire* 34 (1984), pp. 468–497.

investissements suisses dans le monde durant la période de la Seconde Guerre mondiale est proposée par Marc Perrenoud dans son article «Banques et diplomatie suisses à la fin de la Deuxième Guerre mondiale»⁷. On y mesure en particulier l'importance considérable prise par les Etats-Unis qui s'affirment comme la zone privilégiée des investissements suisses à l'étranger. Perrenoud donne également quelques indications sur le montant des capitaux étrangers placés en Suisse durant cette période; ce sont, jusqu'aux années 1960, les seules données disponibles sur cet autre aspect essentiel de la place financière suisse. L'accroissement spectaculaire des créances et des avoirs étrangers en Suisse depuis les années soixante est plus connu: les chiffres que donne K. Speck montrent que les premières ont été multipliées par neuf et les seconds par près de sept entre 1962 et 1972⁸.

Le caractère international d'une place financière dépend également de la concentration en son sein d'agences de banques étrangères, et de banques nationales disposant d'agences à l'étranger. On sait que jusqu'aux années 1960, le développement multinational des banques suisses reste très limité, par comparaison notamment avec les autres pays européens⁹. En ce qui concerne l'implantation de banques étrangères en Suisse, Max Meyer en donne une analyse économique d'ensemble pour l'année 1972¹⁰; on ne dispose en revanche que de quelques études de cas pour les périodes plus anciennes, par exemple celle de l'agence de Genève du Crédit Lyonnais¹¹.

Les travaux sur l'histoire de la Suisse comme centre financier international portent quasi exclusivement sur la période de la Seconde Guerre mondiale. Les raisons sont en un sens compréhensibles, dans la mesure où les motivations de ces recherches sont autant politiques qu'économiques. Elles tournent autour des relations entre la Suisse et l'Allemagne durant la guerre et du problème de la neutralité suisse. La question centrale est ici celle du rôle de la Suisse comme seul marché libre, ou presque, de l'or et des devises à partir de 1941. Dans *Raubgold aus Deutschland*¹², un ouvrage écrit dans un style journalistique, Werner Rings réévalue à la hausse le montant de l'or allemand acheté par la Suisse et analyse les mécanismes de «blanchiment» par la Suisse d'un or en grande partie volé dans les pays sous occupation allemande. Etant donné le caractère vital pour son effort de guerre des francs suisses ainsi fournis à l'Allemagne, Rings pose la question de la compatibilité de ces activités financières avec la pratique de la neutralité. Dans son tout récent livre, *La Suisse face au III^e Reich*¹³, Philippe Marguerat adopte un point de vue différent. Il met d'abord en parallèle les francs suisses avancés au Reich et aux alliés, qu'il estime s'équilibrer davantage que ne l'admet Rings. Mais surtout, son analyse de la position de la Suisse comme place financière internationale durant la guerre est plus technique; elle le conduit à conclure que la reprise d'or allemand était nécessaire en raison des contraintes imposées à la Banque nationale suisse par la position même de la Suisse dans le système monétaire international, en

7 MARC PERRENOUD, «Banques et diplomatie suisse à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Politique de neutralité et relations financières internationales», in *Etudes et sources* 13-14 (1987-88), pp. 7-124.

8 KURT SPECK, *Strukturwandlungen und Entwicklungstendenzen im Auslandsgeschäft der Schweizerbanken* (Diss. Zurich), Zurich, 1974.

9 YOUSSEF CASSIS, «Swiss international banking, 1890-1950», in G. JONES (éd.), *Banks as Multinationals*, Londres, 1990, pp. 160-172.

10 MAX MEYER, *Die ausländischen Banken in der Schweiz* (Diss. St-Gall), Aarau, 1975.

11 JEAN BOUVIER, *Le Crédit Lyonnais de 1863 à 1882. Les années de formation d'une banque de dépôts*, 2 vols, Paris, 1961, vol. 2, pp. 591-603.

12 WERNER RINGS, *Raubgold aus Deutschland*, Zurich/Munich, 1985; trad. française *L'Or des Nazis*, Lausanne, 1985.

13 PHILIPPE MARGUERAT, *La Suisse face au III^e Reich*, Lausanne, 1991.

particulier le rôle du franc suisse comme monnaie internationale par excellence durant les circonstances exceptionnelles de la guerre. Le débat n'est probablement pas près d'être clos; il touche un domaine où l'histoire bancaire ne peut être confinée au plan strictement économique.

II

Un livre domine indiscutablement le thème de l'histoire des institutions financières suisses. C'est l'ouvrage de Franz Ritzmann, *Die Schweizer Banken. Geschichte – Theorie – Statistik*, paru en 1973¹⁴. Le livre de Ritzmann constitue en fait la seule synthèse récente sur l'histoire des banques suisses qui analyse les principales étapes du développement du système bancaire suisse: la position prépondérante des banquiers privés sous l'Ancien Régime, le mouvement de formation de caisses d'épargne sous la Restauration, l'apparition de banques locales émettrices durant la période de régénération, la formation de banques «universelles» de type Crédit Mobilier dès le milieu du XIX^e siècle pour répondre aux besoins nouveaux en capital, le mouvement démocratique qui conduit à la formation de banques cantonales à la fin des années 1860, la fondation de la Banque nationale en 1905, le mouvement de concentration dans la banque suisse. Les travaux de Ritzmann permettent également de dégager certaines tendances à long terme du développement bancaire en Suisse, par exemple la croissance analogue du revenu national et du bilan total des banques suisses, ou le caractère remarquablement stable du degré de concentration du système bancaire suisse. L'approche de Ritzmann est pourtant avant tout celle d'un économiste et le livre contient une partie théorique difficile à suivre pour le non-initié. Mais il comporte également des instruments de travail de première importance pour l'historien: des données statistiques sur les bilans des différentes catégories de banque aux XIX^e et XX^e siècles, une chronologie des institutions bancaires suisses de 1702 à 1966 ainsi qu'une excellente bibliographie.

Deux catégories de banques dominent la scène bancaire suisse: les banques cantonales et les grandes banques. Et jusqu'à l'envolée récente des grandes banques, ces deux catégories se sont renforcées aux dépens des banques locales et régionales. L'étude d'Alfred Hartmann, *Der Konkurrenzkampf zwischen den schweizerischen Grossbanken und Kantonalbanken*¹⁵, couvre la période allant de la fondation de ces banques à la Seconde Guerre mondiale et est avant tout basée sur une comparaison des différents postes du bilan de chaque catégorie de banques. Cette approche a inévitablement des limites dont l'auteur est conscient. On dispose d'une étude des grandes banques suisses durant la Seconde Guerre mondiale par Ernest Schneider, *Die Schweizerischen Grossbanken im zweiten Weltkrieg 1939–1945*¹⁶. L'ouvrage, paru peu après la fin des hostilités et basé lui aussi sur l'analyse des postes des bilans publiés par les banques, ne peut être véritablement considéré comme un livre d'histoire. L'historien y trouvera néanmoins du matériel utile. Entre autres conclusions, l'auteur cherche à tempérer l'impression de sortie de la crise et de début d'ère nouvelle que donne l'augmentation du total des bilans des grandes banques pendant la guerre, en soulignant que la croissance des bénéfices a été beaucoup plus lente. L'étude de Mario Werner Hess, *Strukturwandlungen im schweizerischen Bankwesen von der Schaffung des Bankgesetzes (1935) bis*

14 FRANZ RITZMANN, *Die Schweizer Banken. Geschichte, Theorie, Statistik*, Berne, 1973.

15 ALFRED HARTMANN, *Der Konkurrenzkampf zwischen den schweizerischen Grossbanken und Kantonalbanken* (Diss. Zurich), Zurich 1947.

16 ERNEST SCHNEIDER, *Die schweizerischen Grossbanken im zweiten Weltkrieg 1939–1945* (Diss. Zurich), Zurich, 1951.

1958¹⁷, parue en 1963, examine les innovations institutionnelles – en particulier le très fort développement du groupe autres banques – et les principales transformations dans les passifs et les actifs des banques causées par la fin de la crise et la prospérité qui suit la Seconde Guerre mondiale. Signalons enfin le livre publié sous la direction de Louis H. Mottet, *Les grandes heures des banquiers suisses*¹⁸, qui donne les grands traits de l'histoire bancaire de six cantons. Informatif et bien illustré, il reste cependant assez superficiel.

On l'a noté plus haut, les monographies d'entreprises constituent la majorité des publications sur l'histoire des banques suisses. Bien que peu d'entre elles aient une quelconque valeur historique, il ne faudrait pas sous-estimer, dans les limites du genre, la qualité de certaines d'entre elles. C'est en particulier le cas des histoires publiées pour leur centenaire respectif par le Crédit Suisse et la Société de Banque Suisse¹⁹, qui sont supérieures à la plupart des histoires officielles publiées par les grandes banques à l'étranger. Ce qui manque en Suisse, ce sont quelques monographies bancaires écrites par des historiens professionnels et indépendants qui s'attacheraient, sur la base des archives de l'entreprise, à faire ressortir le rôle de l'homme d'affaires et les mécanismes de sa prise de décision, la stratégie de la banque en matière de prêts, d'investissements, de relations avec la clientèle, d'absorptions et de fusions, d'expansion à l'étranger.

L'histoire des banques ne saurait négliger les acteurs de l'activité bancaire, c'est-à-dire les banquiers et les employés de banque. L'histoire des élites bancaires suisses de la fin du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle a récemment fait l'objet d'un article par l'auteur de ce bulletin²⁰; il souligne le caractère resté longtemps cantonal de ces élites en contraste avec le développement national des grandes banques, ce qui explique en partie la forte cohésion des milieux dirigeants de l'économie et de la politique en Suisse. Mario König, Hannes Siegrist et Rudolf Vetterli consacrent quelques pages fort intéressantes au monde des employés de banque dans leur histoire des employés en Suisse²¹. Si l'employé de banque conserve un certain prestige parmi les cols blancs, le tournant du siècle n'en est pas moins une période où la division du travail s'intensifie, où les relations professionnelles deviennent plus bureaucratiques en même temps qu'augmente le pourcentage de la main-d'œuvre féminine.

III

Les relations entre banques et industrie restent un thème central de la recherche en histoire bancaire. On en est longtemps resté aux principes généraux, à l'opposition entre banques de dépôts et banques universelles. Les premières, qui prévalent en Angleterre et dans une certaine mesure aussi en France, n'auraient pas apporté un appui aussi soutenu à l'industrie, notamment durant la période de la seconde révolution industrielle, que les secondes, qui sont plus caractéristiques des systèmes bancaires

17 MARIO WERNER HESS, *Strukturwandlungen im schweizerischen Bankwesen von der Schaffung des Bankgesetzes (1935) bis 1958* (Diss. Berne), Winterthur, 1963.

18 LOUIS H. MOTTET (dir.), *Les grandes heures des banquiers suisses. Vers une histoire de la banque helvétique du XV^e siècle à nos jours*, Neuchâtel/Paris, 1986.

19 W. A. JÖHR, *Schweizerische Kreditanstalt 1856–1956. Hundert Jahre im Dienste der schweizerischen Volkswirtschaft*, Zurich, 1956; H. BAUER, *Société de Banque Suisse*, Bâle, 1972.

20 YOUSSEF CASSIS et FABIENNE DEBRUNNER, «Les élites bancaires suisses 1880–1960», *Revue suisse d'histoire* 40 (1990), pp. 259–273.

21 MARIO KÖNIG, HANNES SIEGRIST, RUDOLF VETTERLI, *Warten und Aufrücken. Die Angestellten in der Schweiz 1870–1950*, Zurich, 1985, pp. 61–72.

de l'Allemagne et de l'Europe centrale. Les travaux de ces vingt dernières années, en particulier en Angleterre, France et Allemagne, sur lesquels il n'est pas possible de s'arrêter ici, ont montré qu'il faut apporter des nuances à ce tableau: importance, dans tous les pays, de l'autofinancement industriel; possibilités de renouvellement quasi indéfini des prêts à court terme; crédits largement disponibles pour les grandes entreprises, beaucoup moins pour les petites et moyennes, quel que soit le système bancaire en vigueur; intérêt nouveau pour les banques régionales et autres sources de financement locales.

En raison de la fermeture des archives bancaires, on en est resté en Suisse à une connaissance générale: liens entre grandes banques et grande industrie, usage du compte courant pour l'octroi de crédit industriel, prise en charge de l'émission de titres lors de la transformation d'entreprises industrielles privées en sociétés anonymes, assainissement d'entreprises en difficulté, représentation à des conseils d'administration. Les histoires officielles du Crédit Suisse et de la Société de Banque Suisse et les quelques histoires générales des banques suisses²² donnent des exemples de ces pratiques. Mais aucune étude récente n'aborde ces questions de façon systématique, en tentant de dégager la stratégie industrielle des banques, avec ses constantes et ses contrastes, et de déterminer avec plus de précision le rôle des banques dans la croissance industrielle. Un type de stratégie a toutefois fait l'objet de recherches récentes: les sociétés financières pour le financement industriel, plus particulièrement l'industrie électrique en Suisse et à l'étranger, étudiées par Peter Hertner²³. Hertner souligne bien la nécessité de mettre sur pied un instrument financier de type nouveau pour faire face aux besoins en capitaux requis par l'électrification, et la coopération des banques suisses avec des banques et entreprises industrielles étrangères, surtout allemandes.

Il serait hautement souhaitable que des recherches puissent se développer sur le thème des relations entre banques et sociétés industrielles suisses. Pour la période de l'entre-deux-guerres, pour laquelle les archives bancaires commencent à s'ouvrir dans plusieurs pays d'Europe, ces recherches bénéficieraient d'un cadre de coopération et de comparaison, pour une fois avec des pays européens de dimensions semblables comme la Suède ou l'Autriche²⁴.

IV

L'importance des banques centrales et de la politique monétaire s'est considérablement accrue durant les crises du XX^e siècle. Le cas de la Banque nationale suisse présente quelques particularités: la première est la création tardive de l'institut d'émission; la seconde tient au rôle international de la place financière suisse et du franc suisse avec les responsabilités qui en découlent pour la banque centrale.

Dans son ouvrage sur les banques suisses²⁵, Ritzmann considère la faillite de la libre émission de billets de banque qui a finalement conduit, avec une génération de retard, à franchir le pas décisif, et les difficultés auxquelles la Banque nationale suisse ne tarde

22 W. A. JÖHR, *Schweizerische Kreditanstalt*, H. BAUER, *Société de Banque Suisse*, F. RITZMANN, *Schweizer Banken*.

23 PETER HERTNER, «Les sociétés financières suisses et le développement de l'industrie électrique jusqu'à la Première Guerre mondiale», in F. CARDOT (éd.), *1880-1980. Un siècle d'électricité dans le monde*, Paris, 1987, pp. 341-355.

24 Les premiers résultats de ces recherches ont été présentés à l'occasion d'un colloque international tenu à Londres en septembre 1991 sur le thème: «Banks and customers. Institutional theory and banking practices: Banking and client relations in interwar central Europe and Scandinavia» (Business History Unit, London School of Economics).

25 F. RITZMANN, *Schweizer Banken*, op. cit.

pas à être confrontée: limites de ses instruments d'intervention, en raison notamment de l'augmentation des dépôts à vue et du développement des transactions par virement; et un certain désarroi de la politique monétaire dans le climat trouble de la crise économique mondiale des années trente.

Le débat politique qui a entouré la fondation de la Banque nationale a récemment fait l'objet d'une étude par Rolf Zimmermann, *Volksbank oder Aktienbank?*²⁶. L'auteur est davantage intéressé par les mécanismes de la vie politique suisse, tels qu'ils sont révélés par la fondation de la Banque nationale, que par le discours économique et financier. Il conclut notamment à l'influence accrue des associations professionnelles au tournant du siècle coïncidant avec un affaiblissement du rôle du parlement.

La Banque nationale suisse a publié un volume jubilaire à l'occasion de ses 25^e, 50^e et 75^e anniversaires²⁷. Les volumes publiés en 1957 et, plus encore, en 1982, tendent à se concentrer sur les vingt-cinq années écoulées depuis la publication du volume précédent plutôt que de reprendre l'ensemble de l'histoire de la Banque. Informatives, tant sur la politique que sur l'organisation interne, et d'un niveau supérieur à la moyenne des volumes anniversaires d'entreprises, ces histoires de la Banque nationale se rapprochent cependant davantage du rapport de gestion que du récit historique.

L'accès récent aux archives de la Banque nationale a suscité des recherches et des publications nouvelles qui placent l'institut d'émission à la pointe de la recherche en histoire bancaire suisse. C'est à nouveau la période des années trente et surtout de la Seconde Guerre mondiale qui a suscité jusqu'ici le plus d'intérêt, en connection avec la publication des documents diplomatiques suisses, ce qui nous ramène à certains aspects de la problématique discutée à propos de la Suisse comme place financière internationale. Dans son livre, *Die schweizer-amerikanischen Finanzbeziehungen im Zweiten Weltkrieg*²⁸, Marco Durrer discute le rôle de la Banque nationale dans le cadre des négociations avec les Etats-Unis autour de la question du blocage des avoirs suisses, thème repris de façon plus générale par Marc Perrenoud dans son article déjà cité²⁹. Philippe Marguerat³⁰ se livre à une analyse détaillée de la politique de la Banque nationale suisse durant la guerre, des contraintes qui lui sont imposées par la position du franc suisse, les perturbations des relations économiques et financières internationales, le blocage d'une partie importante de son encaisse or en Angleterre et aux Etats-Unis. Selon Marguerat, les dirigeants de la Banque nationale ont agi en techniciens, pas en politiques, et se sont efforcés, au mieux des circonstances, de s'acquitter de la mission dévolue à leur institution: maintenir la parité du franc suisse et contenir l'inflation, la reprise d'or allemand leur apparaissant comme le seul instrument disponible pour mener à bien leur double politique monétaire et conjoncturelle. La période de la Seconde Guerre mondiale ne devrait pas garder longtemps son quasi-monopole sur l'histoire de la Banque nationale: des thèses en cours, notamment à Zurich et à Lausanne, portent sur la période d'avant 1914, les années vingt et les années post 1945.

26 ROLF ZIMMERMANN, *Volksbank oder Aktienbank? Parlamentsdebatten, Referendum und zunehmende Verbandsmacht beim Streit um die Nationalbankgründung 1891–1905*, Zurich, 1987.

27 *Banque Nationale Suisse, 1907–1932*, Zurich, 1932, *Banque Nationale Suisse 1907–1957*, Zurich, 1957, *75^e anniversaire de la Banque Nationale Suisse. Les années 1957–1982*, Zurich 1982.

28 MARCO DURRER, *Die schweizerisch-amerikanischen Finanzbeziehungen im Zweiten Weltkrieg. Von der Blockierung der schweizerischen Guthaben in den USA über die «Safehaven» Politik zum Washington-Abkommen (1941–1946)*. Berne/Stuttgart, 1984.

29 M. PERRENOUD, «Banques et diplomatie», art. cit.

30 PH. MARGUERAT, *La Suisse face au III^e Reich*, op. cit.

Les rapports entre finance et politique ont longtemps été analysés, à gauche comme à droite, en termes de contrôle des milieux politiques par la haute finance ou tout au moins de collusion entre les deux. Les recherches récentes menées dans les principaux pays européens ont dissipé ce mythe et renouvelé l'approche du problème.

Un élément essentiel des relations entre le monde de la banque et le pouvoir politique est l'intervention de l'Etat dans les activités financières. Le succès d'une place financière dépend en bonne partie d'options de politique économique, par exemple le maintien de la libre convertibilité, ou d'une réglementation libérale des activités financières. L'intervention de la Confédération en matière bancaire, qu'elle soit financière comme le fait de porter secours à des banques en difficultés, ou législative, en premier lieu bien sûr, la loi fédérale sur les banques de 1934, constitue une ingérence très modérée. Ce sont les conclusions qui ressortent du livre de Daniel Bodmer, *L'intervention de la Confédération dans l'économie bancaire suisse*³¹, publié en 1948. L'auteur souligne que le souci d'éviter le reproche d'étatiser l'économie bancaire constitue un caractère original de la législation suisse. Plus récemment, Hugo Bänziger s'est penché sur le développement du contrôle des banques depuis le milieu du XIX^e siècle³². La loi fédérale sur les banques de 1934 est pour lui à la fois l'aboutissement d'un processus qui remonte à la fin du XIX^e siècle et une étape dans la politique économique de la Suisse. Jusqu'aux années trente, les banquiers ont réussi à repousser toutes les tentatives de législation de leur profession: le projet Landmann par exemple, publié en 1917 à la demande du Conseil fédéral, est jugé trop étatiste; et dans les années vingt, les banquiers ont pensé pouvoir éviter une législation bancaire par la pratique du gentlemen's agreement. Mais la gravité de la crise économique, en particulier les faillites bancaires, rendent la pression politique irrésistible. Et si le projet de loi est élaboré et discuté à la hâte, la loi est néanmoins adoptée sans recours à la procédure d'urgence et représente un premier consensus en matière de politique économique qui se prolonge jusqu'à la guerre et au-delà.

Les banquiers suisses ont mieux réussi que nombre de leurs homologues étrangers à limiter l'ingérence de l'Etat dans leurs affaires. Dans quelle mesure le doivent-ils à l'efficacité de leur association professionnelle faîtière, l'Association suisse des banquiers? Il serait intéressant de connaître davantage l'activité de ce groupe de pression, fondé en 1912. Le volume du cinquantenaire³³ est un exposé essentiellement énumératif des interventions de l'Association, qui souligne bien l'importance du gentlemen's agreement dans les relations entre les banques et la Banque nationale. On en sait un peu plus sur l'activité de l'Association suisse des banquiers durant la Seconde Guerre mondiale à travers les articles de Marc Perrenoud³⁴, qui montre bien à quel point elle travaille en étroites relations avec le Département politique fédéral et la Banque nationale, mais aussi qu'elle ne jouit pas aux yeux des autorités politiques du même statut que le Vorort comme représentant du monde de l'industrie, en raison notamment de la dispersion des milieux bancaires.

31 DANIEL BODMER, *L'intervention de la Confédération dans l'économie bancaire suisse (notamment durant la période de 1929 à 1936)* (Thèse Genève), Bâle, 1948.

32 HUGO BÄNZIGER, *Die Entwicklung der Bankaufsicht in der Schweiz seit dem 19. Jahrhundert*, Berne, 1986.

33 *50^e anniversaire de l'Association suisse des banquiers, 1912-1962*, Bâle, 1962.

34 M. PERRENOUD, «Banques et diplomatie», *art. cit.* et «L'intervention de la Confédération dans les relations financiers internationales de la Suisse (1936-1946)», in P. BAIROCH et M. KÖZNEZ (éds), *La Suisse dans l'économie mondiale*, pp. 371-389.

VI

Il est difficile de percevoir des tendances générales, des changements de cap ou encore d'identifier certaines influences théoriques ou méthodologiques dans l'historiographie des banques suisses depuis 1945. Les débats et controverses restent quasi inexistantes, à part la période de la Seconde Guerre mondiale où les enjeux sont d'ailleurs plus politiques qu'économiques. Privée d'accès à sa matière première, les archives bancaires, l'histoire des banques suisses en est encore à ses balbutiements³⁵. Le bilan n'est pourtant pas entièrement négatif. Il existe d'abord quelques bons travaux. D'autre part, deux domaines de recherche ont connu un certain essor ces dernières années: les relations entre finance et diplomatie et le rôle de la Banque nationale, deux domaines, il faut le noter, où l'accès aux archives est possible. Enfin, les perspectives sont encourageantes. La fondation en 1990 de l'Association pour l'histoire des banques suisses a permis d'instaurer un dialogue entre historiens professionnels et banquiers et témoigne d'un changement d'attitude de la part des banques. Si ces dispositions devaient se confirmer, l'histoire des banques pourrait occuper une place centrale dans la recherche en histoire suisse contemporaine au XXI^e siècle.

35 Pour une vue d'ensemble récente de l'histoire du monde de la finance helvétique, voir YOUSSEF CASSIS et JAKOB TANNER, «Finance and Financiers in Switzerland, 1880–1960», in Y. CASSIS (éd.), *Finance and Financiers in European History, 1880–1960*, Cambridge, 1991, pp. 293–316.